

PREFECTURE DU RHONE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Lyon, le 23 DEC. 2009

Sous-Direction de l'Environnement

3^{ème} Bureau
Environnement industriel

Affaire suivie par Ghislaine BENSEMHOUN
☎ : 04 72 61 61 51
✉ : ghislaine.bensemhoun@rhone.pref.gouv.fr

**ARRETE
DE MISE EN DEMEURE**

*Le Préfet de la Zone de défense Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-1 et L.514-2 ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 décembre 1987 régissant le fonctionnement des activités de la société PURFER - DERICHEBOURG Environnement dans son établissement situé ZI Nord Est, 338, rue Camille Desmoulins à VILLEFRANCHE-SUR-SAONE ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2006 portant agrément de la société PURFER - DERICHEBOURG Environnement pour l'exploitation d'une installation de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage dans son établissement de VILLEFRANCHE-SUR-SAONE ;

VU le rapport du 2 décembre 2009 de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes ;

CONSIDERANT qu'une visite de l'établissement de VILLEFRANCHE-SUR-SAONE, exploité par la société PURFER - DERICHEBOURG Environnement, a permis à l'inspecteur des installations classées de constater les irrégularités suivantes :

- la société précitée exerce sur ce site une activité de travail mécanique des métaux, relevant de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées, qui n'est ni déclarée, ni autorisée au titre de la législation des installations classées ,
- le stockage extérieur de déchets métalliques, de métaux ferreux et de ferrailles est réalisé sur une hauteur d'environ 8 mètres alors qu'il est prévu au point 2.5 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 1987 précité que cette hauteur ne doit pas dépasser trois mètres,

../..

- la présence à l'extérieur du bâtiment, dans une fosse maçonnée et à demi enterrée, d'un stockage avant tri de déchets industriels non dangereux (bois, papier, cartons) et dans des bennes de 30 m³ de stockage de cartons et de bois de rebut alors qu'il est prévu à l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 1987 susvisé que les opérations de dépôt et triage de matières plastiques usagées, de papiers et cartons, de chiffons et autres matériaux combustibles doivent s'effectuer sous hangar ;

CONSIDERANT que l'activité de travail mécanique des métaux est exercée, sur le site de VILLEFRANCHE-SUR-SAONE, en infraction à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT, de plus, que la société PURFER - DERICHEBOURG Environnement ne respecte pas, pour l'exploitation de ses installations de VILLEFRANCHE-SUR-SAONE, certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 1987 visé ci-dessus ;

CONSIDERANT, en outre, que l'exploitation de cet établissement dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement et le voisinage ;

CONSIDERANT, de tout ce qui précède, qu'il convient d'inviter l'exploitant :

- à régulariser la situation administrative de son activité de travail mécanique des métaux, en déposant, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, soit un dossier de déclaration, soit un dossier de demande d'autorisation,
- à respecter strictement les dispositions de l'article 2 - point 2.5 - et de l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 1987 susvisé ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions des articles L 514-1 et L.514-2 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société PURFER - DERICHEBOURG Environnement, ZI Nord Est, 338, rue Camille Desmoulins à VILLEFRANCHE-SUR-SAONE, est mise en demeure :

➤ de procéder, dans un délai *de trois mois*, à la régularisation de la situation administrative de son activité de travail mécanique des métaux en déposant, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, soit un dossier de déclaration, soit un dossier de demande d'autorisation,

➤ de respecter, dans un délai *d'un mois*, les dispositions prévues à l'article 2 - point 2.5 - et à l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 1987 précité.

Les délais fixés ci-dessus courent à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Villefranche-sur-Saône et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au député-maire de VILLEFRANCHE-SUR-SAONE,
- à l'exploitant.

Lyon, le 23 DEC. 2009

Le Préfet,

Pour copie conforme
La Secrétaire Administrative déléguée


Monique DURAND

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint


Stéphane CHIPPONI